

Hongrie: Orbán cible les philosophes

Une campagne antisémite relayée par les médias proches du pouvoir attaque cinq intellectuels.

Par **FLORENCE LA BRUYÈRE**
Correspondante à Budapest

C'est une manière de lâcher du lest. La controversée législation sur les médias adoptée par la droite populiste de Viktor Orbán est entrée en vigueur le 1^{er} janvier, mais elle ne s'appliquera à la presse écrite qu'à partir du 1^{er} juillet... lorsque la Hongrie, une fois son mandat achevé à la tête de l'Union européenne, ne sera plus sous les feux des projecteurs. Cette concession apparente permet aux médias proches du Premier ministre hongrois de violer sans vergogne les principes édictés par sa propre majorité. La nouvelle législation précise que le contenu des médias «ne doit pas inciter à la haine contre les personnes, les nations, les communautés, les minorités nationales, ethniques, linguistiques ou autres, ni contre une majorité, une église ou un groupe religieux». Un thème cher à la droite populiste. Un thème qui a permis à Orbán de remporter les élections en 2010.

L'ex-étudiant dissident s'est posé en conservateur paternaliste qui allait nettoyer les écuries d'Augias après huit années de gouvernement socialiste-libéral ponctuées de nombreuses affaires de corruption. Or, le pouvoir fait fi de sa propre loi en lançant une campagne haineuse. Le quotidien *Magyar Nemzet*, proche du pouvoir, se fait le porte-voix d'une chasse aux sorcières contre la grande philosophe hongroise Agnes Heller, figure de proue de la dissidence, ainsi que contre quatre de ses confrères. Depuis dix jours, articles et éditoriaux éreintent ces philosophes, réputés de gauche; ils sont soupçonnés d'avoir perçu un demi-milliard de forints (environ 1,8 million d'euros) lorsque la gauche était au pouvoir pour écrire des œuvres fumeuses ou inutiles. Ces intellectuels sont par ailleurs accusés «d'avoir sali» l'image de la Hongrie à l'étranger en critiquant la loi sur les médias.

«**POISON.** «On est face à une petite bande professionnelle qui, depuis la chute du communisme, essaie d'écraser la droite démocratique», écrit le journal. «Pourquoi m'attaquent-ils, moi? Parce que j'ai parlé du danger de la nouvelle loi sur les médias, des



Des militants d'Amnesty International protestent contre la loi sur les médias, le 14 janvier, devant le Parlement, à Budapest. PHOTO FERENC ISA. AFP

coups de boutoir donnés aux institutions démocratiques et des penchants dictatoriaux de Viktor Orbán», souligne Agnes Heller, professeure émérite de l'université New School de New York et de l'université de Budapest. La majorité de ces intellectuels désignés à la vindicte publique sont d'origine juive, et cette campagne joue sur les vieux poncifs de l'antisémitisme. Le *Magyar Nemzet* peut ainsi parler de «haine tribale chez ces gens de l'esprit» et de la «bande à Heller», qui a «empoché un demi-milliard pour traduire des livres du hongrois vers le hongrois» (en fait, une nouvelle traduction de Platon). Des références codées à une prétendue avidité juive parfaitement claire pour le lecteur hongrois.

«C'est de l'anti-intellectualisme et de l'antisémitisme latent», s'indigne Gabor Gulyás, philosophe conservateur et directeur du musée d'Art moderne de la ville de Debrecen (est du pays). Pour la première fois, un homme de droite, réputé proche du Fidesz, réagit. Gulyás a d'abord

écrit une lettre de protestation au *Magyar Nemzet*, qui a refusé de la publier. Il l'a postée sur Facebook. «J'aurais honte si je restais silencieux quand une attaque déguisée en attaque professionnelle est motivée par des raisons politiques», écrit-il, ajoutant à l'intention des éditeurs du journal: «Vous êtes beaucoup plus intéressés par les batailles des partis politiques, par cette espèce de

«Pourquoi m'attaquent-ils, moi? Parce que j'ai parlé du danger de la nouvelle loi sur les médias.»

Agnes Heller philosophe

guerre, que par la culture et les découvertes de la science. Je refuse de prendre part à cette guerre.»

Tirant à quelque 70 000 exemplaires, le *Magyar Nemzet* a certes une audience limitée. Mais ses articles sont immédiatement repris, parfois mot pour mot, par les autres médias dominés par le Fidesz, le parti d'Orbán, ou qui lui appartiennent: Hir TV (chaîne d'info en continu),

la télévision et la radio publiques... «C'est ainsi que le poison se répand dans la société hongroise», analyse une sociologue sous couvert d'anonymat.

La campagne contre ces philosophes «évoque la période la plus sombre du communisme et rappelle les procès lancés par Staline contre le complot des médecins juifs», souligne l'hebdomadaire *Hetek*. Pour

Agnes Heller, qui porte plainte pour diffamation, ces attaques ont un air de déjà-vu: «En 1973, le pouvoir avait lancé une campagne similaire contre moi: ils ont dit que je n'étais plus digne de faire de la recherche. Mon mari a été arrêté et nous avons été accusés de trafic de devises. Aujourd'hui, on m'accuse aussi de crimes économiques, sans aucun fondement. Leur "inquisiteur" peut chercher, il ne trouvera aucun abus financier. Tout ce qu'il trouvera, c'est de la pensée hérétique. Sous le régime de Kadar [leader communiste qui

dirigea le pays de 1958 à 1988, ndlr], on pouvait mettre les gens en prison pour ce seul motif. Aujourd'hui ça ne suffit plus, et il faut nous accuser de crimes économiques en traînant notre nom dans la boue», explique celle qui fut la principale disciple de Georg Lukacs.

BAFOUÉS. Dans un appel adressé aux parlementaires européens, aux membres de la Commission et à tous les gouvernements des Vingt-Sept, d'anciens opposants au communisme comme Václav Havel, Petr Uhl, Árpád Göncz, Miklós Harszti, György Konrád, Adam Michnik, dont plusieurs passèrent des années en prison, lancent un cri d'alarme (à consulter sur le site iprotest.hu): «Ce que l'Union européenne voulait empêcher, et ce que beaucoup croyaient impossible, prend chair: une démocratie antilibérale est en train de naître à l'intérieur des frontières de l'Europe. [...] Si des droits fondamentaux sont bafoués dans un pays, cela humilie tous les Européens.»

REPÈRES



Agnes Heller, 82 ans. Philosophe et sociologue, cette disciple de Georg Lukacs fut l'une des figures de proue du marxisme critique, puis de la dissidence, avant d'être contrainte à l'exil en 1977 par les harcèlements du régime.

«Il n'est pas acceptable que le droit européen ne s'applique qu'à l'économie.»

Appel signé par les ex-dissidents s'alertant de la non-conformité de la loi hongroise sur les médias par rapport au règles de l'UE

Selon la loi hongroise sur les médias, entrée en vigueur le 1^{er} janvier, un conseil nommé par le Fidesz peut infliger des amendes à un média «en cas d'atteinte à l'intérêt public», perquisitionner les rédactions et exiger des journalistes qu'ils révèlent leurs sources.

PRÉSIDENTIE HONGROISE

La Hongrie a pris la présidence tournante de l'UE le 1^{er} janvier, succédant à la Belgique dans une ambiance tendue. Malgré des priorités européennes ambitieuses, sa politique intérieure est vivement critiquée.